royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

PILULES

On a beaucoup parlé, depuis quelques mois, d'une petite pilule bleue, fabriquée par une firme américaine, et destinée aux hommes souffrant de défaillances sexuelles.

On a beaucoup parlé et, surtout, on a beaucoup publié à ce sujet : tous les hebdomadaires ont annoncé sur leur première page l'arrivée prochaine du produit miracle, dont le nom a été maintes fois cité, en bonne place, à la une de nos quotidiens. Innombrables sont les articles qui indiquaient comment se procurer le produit, avant que sa commercialisation soit autorisée. Bien entendu, la télévision publique et privée contribua largement, par de nombreux reportages et enquêtes, à la diffusion du nom de la marque.

Sous couvert de l'information médicale et de la libération des tabous, il s'agissait avant tout de vendre du papier journal et de l'espace publicitaire. Mais ce faisant, nos estimés confrères se sont mis dans l'illégalité. Le code de la santé publique interdit en effet que soit cité le nom d'un médicament délivré sur prescription médicale. Ce qui est le cas de la pilule bleue.

Nous attendons avec confiance que, selon la procédure normale, le Conseil de l'Ordre des pharmaciens se saisisse de l'affaire.

Manifestations

Violence et politique

Informatique

Big brother a des ennuis

p. 2

Discrimination

La victoire d'Essaïd

p. 4

DU 2 NOVEMBRE 1998 AU 15 NOVEMBRE 1998 - 27e année - Numéro 715 - 20 F

Informatique

Big Brother a des ennuis

Poursuivi par la justice américaine pour violation de la loi antitrust, Microsoft, le géant de l'industrie des logiciels, défend son empire menacé.

Il y a vingt ans de cela, un étudiant américain, de type soixante-huitard attardé, cherchait à placer en France et en Europe un système d'exploitation pour ordinateur dont personne ne voulait.

Aujourd'hui, Bill Gates a à peine vieilli et est devenu en l'espace de quinze ans l'homme le plus riche du monde. Microsoft, la société qu'il a fondée, réalise et commercialise des programmes de toute nature. Il est aujourd'hui reçu partout comme un chef d'État et on le soupçonne, à raison semble-t-il, d'aimer plutôt cela. Le système d'exploitation (programme central de tout ordinateur) créé par Microsoft et baptisé Windows, équipe aujourd'hui 90 % du parc des micro-ordinateurs, et lorsque l'on achète un matériel neuf, ce système vous est presque toujours imposé. Le choix n'existe plus, surtout depuis l'entrée de Microsoft dans le capital d'Apple son principal concurrent, et le niveau de connaissance de l'utilisateur moyen ne lui permet pas de se défendre efficacement contre cette offre un brin contraignante.

Déjà, ce simple quasi monopole pose un problème évident pour la liberté de chacun, surtout lorsque l'on sait que le système en question est très loin d'être parfait. Sans s'en tenir là, Microsoft a lancé un logiciel d'accès à Internet et l'a incorporé gratuitement à la version 1998 de Windows. De là, une rumeur, plausible mais non encore vérifiée, indique qu'à l'aide de ce système, Microsoft pourrait avoir accès à votre ordinateur et le visiter en toute tranquillité sans que l'on puisse s'en rendre compte. La chose est techniquement très facile à réaliser.

Face à celui que l'on nomme maintenant « Big Brother », la résistance s'organise peu à peu. Déjà circule sur Internet un nouveau système d'exploitation génial, baptisé Linux et réalisé par un groupe d'informaticiens qui le mettent gratuitement à la disposition de tous. De par ses particularités, Linux à un bel avenir devant lui et la première parade est ainsi trouvée.

La seconde vient du gouvernement américain qui commence à voir avec une crainte justifiée la toute puissance de Bill Gates. Dans les années trente, tirant les leçons de la crise de 29, le gouvernement Roosevelt avait mis sur pied une législation économique interdisant autant que possible les concentrations horizontales et verticales d'entreprises. Or, il apparaît qu'aujourd'hui Microsoft tombe sous le coup de ces lois. En effet, la fourniture du programme d'accès à Internet, couplé avec le système d'exploitation, est assimilée à une vente forcée et le service antitrust du département américain de la justice a intenté une action contre Bill Gates et ses acolytes devant le tribunal de Washington.

L'enjeu de ce procès est très important. En cas de défaite de Microsoft, la société risque d'être démantelée et scindée en trois entités différentes, l'une chargée de réaliser les systèmes d'exploitation, l'autre de mettre sur pied des programmes et la dernière de permettre l'accès à Internet. Cela, c'est le scénario rêvé par tous ceux à qui le système Gates fait peur. Pour ce dernier, les choses sont simples : son désir à peine caché est tout simplement de détenir le monopole de la conception et de la distribution des contenus d'ordinateur. Cela caché sous le prétexte toujours facile de *rendre-au-client-le-meilleur-service-possible-au-meilleur-prix*. Manque de chance, tant par la qualité que par le prix, Big Brother est très loin du compte.

Pour autant, beaucoup d'industriels et d'hommes d'affaires espèrent que le gouvernement sera débouté. En effet, cela permettrait tout bonnement de mettre à bas une législation qu'ils contestent, car elle entrave leur goût prononcé pour la domination mondiale non partagée. Les ultra-libéraux ont des petits boutons rien qu'à penser qu'une autorité qui leur échappe puisse s'opposer à leur volonté de puissance. Leur victoire serait notre défaite, il ne faut pas s'y tromper et nous y avons tout à y perdre. Pourtant, la crise qui affecte le système économique mondial, et dont nous n'avons vu que les premières secousses, peut très bien pousser les juges dans le sens de la sagesse. En dépit de l'action de pression de Bill Gates à leur égard, qui est d'une intensité rarement atteinte, espérons qu'ils garderont l'esprit clair et le souci de l'intérêt général. Sans cela, la boîte de Pandore sera ouverte, et vous connaissez la suite...

Pascal BEAUCHER

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Big Brother a des ennuis - p.3 : Une nouvelle cible pour le patronat - Séguin - p.4 : L'homme des reculades - La victoire d'Essaïd - p.5 : Un hiver au Kosovo - p.6/7 : Violence et politique - p.8 : 1900 - La faiblesse des dragons - p.9 : Religion et démocratie - p.10 : Une cavalcade en clair-obscur - Les Vices-Rois - p.11 : Action royaliste - p.12: Éditorial: Politisons le combat!

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

souscrit un abonnement de :

❑ trois mois (125 F) ❑ six mois (200 F) ❑ un an (300 F) ❑ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Tai-chi-chuan

Une nouvelle cible pour le patronat

Le CNPF vient de franchir un nouveau pas sur la voie de la déréglementation. Dernière cible visée par Ernest-Antoine Seillière et ses affidés : la formation professionnelle.

Depuis les journées internationales de la formation, organisées par le Conseil national du patronat français (CNPF), à Deauville début octobre, il n'est plus permis de douter qu'il existe bel et bien une stratégie patronale cohérente et concertée qui consiste à faire de l'entreprise le centre névralgique du système social français, au détriment de la branche professionnelle. Après s'être attaqué au code du travail, aux conventions collectives, au contrat de travail... le CNPF réclame maintenant une révision de la loi de 1971 sur la formation professionnelle.

« *On peut se demander si la loi de 1971 n'est pas en train de faire prendre un retard à la France* », a en effet déclaré, à Deauville, Alain Dumont, directeur de l'enseignement et de la formation au CNPF. Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage. La formation professionnelle qui repose sur la reconnaissance des qualifications, seule notion reconnue dans les conventions collectives et donc les branches, céderait ainsi la place à la validation des compétences assurée par l'entreprise elle-même. Partant du constat que la mondialisation a provoqué des « bouleversements », Ernest-Antoine Seillière a souligné que la réussite des entreprises était liée à leur capacité de « mettre en oeuvre » une organisation du travail « plus souple », mais aussi d'« amplifier » et de « renouveler » les compétences professionnelles des salariés. A l'avenir, a-t-il poursuivi, « la force » des entreprises sera « *chaque jour un peu plus dans ses hommes et ses femmes et leur capacité à faire évoluer l'organisation pour mieux satisfaire ses clients* ». Le développement de ses compétences, a-t-il assuré, doit également profiter au salarié en droit d'attendre de son entreprise qu'elle « *lui donne les moyens de faire progresser son capital de compétences, donc son employabilité* ».

Nous y voilà ! L'objectif de la formation professionnelle revue et corrigée par le CNPF, serait de faire participer le salarié à sa propre exploitation. Pour qu'il puisse exercer un emploi au rabais, non seulement il toucherait un salaire de misère, mais en plus on lui demanderait d'être taillable et corvéable à merci. Il ne faut pas se leurrer, « employable », ne signifie rien d'autre. Si le CNPF parvenait à ses fins et alors que Nicole Péry, secrétaire d'État chargée du dossier, prépare une réforme de la formation professionnelle, le salarié, jusque là protégé par des accords de branches, se retrouverait seul face à son employeur.

En outre, une telle offensive ne remet pas uniquement en cause la formation professionnelle mais elle s'attaque aussi à l'enseignement et à l'Éducation dans ce qu'elle a de nationale. Si l'on suit le président du CNPF, le diplôme ne serait plus la référence. « *Le diplôme (...) est encore en France la grande valeur pour la reconnaissance sociale* », mais il a pour conséquence « *une entrée tardive dans le monde du travail, alourdissement des charges de la collectivité, frustrations pour les diplômés qui ne se sentent pas formés pour l'action en entreprise* ». Aux entreprises, donc, « *d'introduire de nouveaux modes de gestion fondés sur l'amélioration permanente et la mobilisation des compétences des salariés, en liaison avec le projet stratégique de l'entreprise* ». Aux entreprises, « *la responsabilité de construire et de valider les compétences professionnelles conduisant à la maîtrise d'un métier et à l'autonomie professionnelle* ». En d'autres termes, cela reviendrait à confier au secteur marchand plusieurs pans du système éducatif (ce qui ne serait pas pour déplaire à Claude Allègre). Le tout au nom d'une création hypothétique d'emplois puisque, de toute manière, le patronat n'a pas du tout l'intention d'embaucher. Les négociations en cours sur les 35 heures en apportent chaque jour la preuve. Après avoir démantelé la formation professionnelle le CNPF s'attaquera à autre chose...

Nicolas PALUMBO

Participez à notre action :
adhérez à la N.A.R.

RPR

Séguin

A l'époque de la droite triomphante (1993-1997), Philippe Séguin affirmait haut et fort qu'il serait candidat (donc élu) à la présidence en 2002, après avoir balayé Jacques Chirac et laissé s'effondrer Alain Juppé.

Le maire de Bordeaux est effectivement sur la touche, mais le chef de l'État a l'intention de se représenter, ce qui est logique puisqu'il est le seul chef possible et crédible pour une droite disloquée. Du coup, le Rocard de la droite ne pourra satisfaire sa seule et unique ambition avant une dizaine d'années. Comme il a sacrifié à sa carrière ses convictions gaullistes et anti-maastrichiennes, on comprend qu'il soit en colère. A tel point qu'il a envisagé d'abandonner la présidence du RPR, sans aucun égard pour des militants que ce Monsieur Déloyal n'a cessé de traiter comme des garçons de piste.

Puis Philippe Séguin a décidé de conserver sa place, mais après avoir utilisé des procédés qui vont à l'encontre de la tradition gaullienne puisque le chef du RPR a eu l'audace de poser des conditions au chef de l'État - puis de faire savoir à la presse qu'il avait obtenu satisfaction. La matière de ces négociations ne présente guère d'intérêt à nos yeux. En revanche, il est grave que Philippe Séguin ait traité le chef de l'État en simple chef de parti, au mépris de la Constitution. C'est la fonction arbitrale du président de la République qui a été niée, c'est le rôle symbolique du chef de l'État, président de tous les Français, qui a été affaibli. Et cela par quelqu'un qui ose encore évoquer le gaullisme...

Jacques BLANGY

Équilibrisme

L'homme des reculades

La « méthode » Jospin est fondée sur un principe d'équilibre généralisé. Mais l'expérience montre que celui-ci est obtenu par le moyen des concessions et des abandons consentis par le Premier ministre.

Dans le champ politique, il y a trois manières de concevoir l'équilibre : statique, dynamique ou régressif. En parfait opportuniste, Lionel Jospin n'a pas choisi entre les trois formules, préférant agir au jour le jour en fonction des pressions contraires qu'exercent les groupes d'intérêt.

Cette attitude lui permet d'assurer sa carrière personnelle, mais le conduit à sacrifier ses principes politiques et les projets de la nation puisque l'équilibre jospinien est conçu pour lui-même, et non pas selon une intention générale. Trois récentes décisions montrent en outre que cette tactique se traduit par de constantes reculades. Trois exemples, dans des domaines forts différents.

Le premier est positif : le Premier ministre a décidé que la France se retirait des négociations sur l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) que nous avions vivement dénoncé à la suite des révélations faites par *Le Monde diplomatique*. Mais cette victoire laisse un goût amer parce que le gouvernement a reculé au fur et à mesure que la cause des adversaires de l'AMI gagnait en popularité, alors qu'il aurait laissé faire si le contenu des négociations n'avait pas été dévoilé. Ce qui signifie que le gouvernement n'est pas capable de concevoir et de défendre par lui-même l'intérêt national.

Le second est négatif : à la suite de la campagne menée par le patronat et relayée par ses valets de presse, le processus menant à la constitution de fonds de pension est engagé. Contre la tradition socialiste (et gaulliste), Lionel Jospin sacrifie le principe de la solidarité de la nation aux intérêts de groupes capitalistes, au moment même où le rôle funeste des fonds de pension est clairement démontré. Recul inexplicable et inexcusable, qui montre que, là encore, le bien commun n'est plus envisagé.

Le troisième laisse dubitatif : après le rejet de la première proposition de loi sur le « Pacte civil de solidarité », qui était le résultat de reculades dans tous les sens et de compromis hasardeux, François Hollande a présenté ses excuses aux représentants des homosexuels alors que ses amis juraient leurs grands dieux qu'ils légiféraient pour toutes les sortes de couples. Preuve que les lois, bonnes ou mauvaises, sont le résultat de transactions de coulisse et qu'une prime est donnée aux groupes d'influence les plus puissants ou les plus proches.

Lionel Jospin devrait cependant prendre garde. Il n'est d'équilibre qui n'en vienne a être brutalement rompu.

Yves LANDEVENNEC

Discrimination

La victoire d'Essaïd

Voilà plusieurs années que l'association *État de droit* lutte contre les discriminations que subissent les jeunes, notamment dans les lieux de loisirs tels que les cafés et les boîtes de nuit. Il s'agit clairement de discriminations raciales qui sont aussi courantes qu'impunies.

L'équipe d'Angers d'*État de droit* a bien dû tout essayer : réunions dans les quartiers pour expliquer aux jeunes comment porter plainte, organisation de tables rondes avec des patrons de discothèques et des élus, opérations spectaculaires de sensibilisation, campagnes de presse, rencontres avec le préfet et les chefs de police, intervention auprès d'un collaborateur du ministre de l'Intérieur...

Résultat : rien. Les jeunes continuent de subir quotidiennement cette violence raciste. La loi républicaine est tous les jours bafouée, les plaintes sont classées sans suite, des policiers approuvent et encouragent ces agressions envers les jeunes et M. le procureur de la République ne se donne même pas la peine de répondre aux lettres qu'*État de droit* lui envoie...

Avec ça, allez donc expliquer à ces jeunes issus de l'immigration que s'ils ont des devoirs, ils ont aussi des droits, comme les autres, et que les lois de la République sont censées les protéger. Dans ces conditions, ça ne sert à rien de parler d'intégration. A rien du tout.

Mais là, ça chauffe : un soir de septembre, Essaïd a voulu passer une soirée dans une boîte de nuit près d'Angers. Bien sûr, il s'est fait jeter dès l'entrée, avec des mots très explicites quant à ses origines...

Coup de chance : Essaïd est un garçon calme et déterminé. Il est champion d'athlétisme, et ses talents sportifs lui valent des copains bien placés au tribunal. Très bien placés : en trois coups de fil depuis son portable, l'affaire était réglée et la maréchaussée débarquait au milieu de la nuit pour embarquer le patron de la discothèque.

Le jugement sera pour bientôt. Mais déjà, c'est une victoire qu'*État de droit* va largement exploiter lors de ses réunions dans les quartiers.

On n'est pas bien sûr que ça change grand-chose pour tous ceux qui n'ont pas de copains au Parquet. On est même bien certain du contraire... Mais cette nouvelle soulève un espoir formidable chez les jeunes d'Angers : tout peut changer demain à condition de le vouloir. Tous ensemble.

Paul JYL

Les bourgeois du crépuscule

Le nouveau livre de Bertrand Renouvin

Prix franco : 120 F.

Tourisme

Un hiver au Kosovo

L'accord conclu à Belgrade entre Richard Holbrooke et Slobodan Milosevic laisse aux Européens la charge d'aller crapahuter, sans armes, tout l'hiver, entre guérilleros kosovars et forces serbes, à leurs risques et périls, et sans qu'ils aient eu leur mot à dire dans la négociation.

Les deux Américains jouent cavalier seul : Richard Holbrooke, le négociateur de Dayton, essaie de jouer de la même magie que celle qu'il avait imposée sur la Bosnie. Christopher Hill, médiateur sur le Kosovo, n'est autre que l'ambassadeur américain en Macédoine. Chacun protège donc son pré carré. Le mot d'ordre est d'éviter toute répercussion de la crise du Kosovo soit sur la Bosnie soit sur la Macédoine. D'où la méthode qui consiste à tronçonner les problèmes, à les cantonner à ce point même que les deux hommes se sont bien gardés de se concerter avec quiconque à l'extérieur. Au Conseil de Sécurité, dit-on, la Russie aurait opposé un veto. Voire ? Pourquoi alors faire de l'OSCE, dont la Russie fait partie, l'opérateur principal de la « vérification » au Kosovo ? Comme pour les Européens du groupe de contact et même à l'intérieur de l'Alliance atlantique, parce qu'on a besoin d'eux sur le terrain. Donc ils exécutent mais ne participent pas à la décision. On n'a pas vu M. Holbrooke à Paris pour la dernière réunion du groupe de contact et à peine quelques heures à Bruxelles au conseil de l'OTAN après d'énormes pressions.

Et tout le monde s'exécute. Passe encore pour la Russie où Primakov a autre chose à faire. Mais les Européens ? Le piège s'est refermé sur eux comme à Dayton et comme pour l'Irak. On a fait monter la pression jusqu'à ce qu'ils donnent leur aval à des frappes aériennes de l'OTAN sans avoir défini à l'avance un programme politique. A la toute dernière minute, on annule l'ordre militaire et on sort du chapeau un accord. L'Europe n'a plus qu'à s'incliner. C'est la carte forcée.

Les deux Américains ont dû agir vite car les changements de gouvernement en Allemagne et en Italie allaient les gêner. Les nouveaux venus à Berlin et à Rome n'avaient pas fait mystère de leur refus d'engager aucune action militaire qui n'ait pas reçu un mandat des Nations-Unies. Or M. Holbrooke, désigné par Clinton pour être représentant permanent des États-Unis à l'ONU, voit sa nomination bloquée par le Sénat qui enquête sur l'amalgame entre ses activités diplomatiques et son cabinet privé. Il lui fallait à tout prix un succès personnel.

La hâte à conclure, suivie de délais de plus en plus longs laissés à Milosevic pour retirer quelques dix mille hommes sur les 29 000 stationnés au Kosovo, est souvent justifiée par le sort des réfugiés à l'orée de l'hiver. Mais l'hiver est surtout défavorable aux armées régulières. « L'armée de libération albanaise » au contraire allait s'orienter vers une guerre de partisans qui aurait pu tourner à son avantage. Milosevic était le plus intéressé à gagner du temps sur l'hiver. La contradiction est flagrante : les 2 000 « vérificateurs » de l'OSCE sans armes seront sous la protection des forces de sécurité de Belgrade. L'hypothèse est donc bien qu'ils seront attaqués par les « indépendantistes » albanais. Comment alors retirer des troupes et en même temps promettre la sécurité de 2 000 civils étrangers dispersés dans la nature, en plein hiver ?

Le volet politique a été ficelé à la hâte. Toutes les parties kosovars l'ont rejeté. L'autonomie qu'il prévoit serait inférieure à celle dont jouissait la province avant 1989. En compensation, le maintien du Kosovo dans l'ensemble serbe est officiellement entériné par la communauté internationale. Sans débat ! Qui a pesé les avantages et les inconvénients des autres solutions possibles ? Pour cela, il faudrait admettre que l'on réunisse une véritable conférence sur les Balkans, contraire à la méthode américaine d'un compartimentage étanche des problèmes.

Le ministre français des Affaires étrangères s'est donné pour objectif d'« européaniser les Balkans ». Au lieu de persister à prouver que M. Holbrooke agissait bien au nom du groupe de contact, ce qui était faux mais qui était nécessaire pour ne pas permettre au président yougoslave de jouer les uns contre les autres, il aurait dû en profiter pour prendre une longueur d'avance sur ses nouveaux collègues allemand et italien. Il n'est pas encore trop tard.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ALLEMAGNE** - C'est à l'invitation du président allemand Roman Herzog qu'a été commémoré solennellement, le 24 octobre dernier, la signature des traités de Westphalie. Un imposant aréopage de têtes couronnées a contribué à donner à cette cérémonie un éclat tout particulier. En effet, étaient présents le roi Albert II de Belgique et la reine Paola, la reine Margrethe II du Danemark et le prince Henrik, la reine Beatrix des Pays-Bas et le prince Claus, le roi Carl XVI Gustav de Suède et la reine Silvia, le roi Juan Carlos d'Espagne et la reine Sophie, le roi Harald V de Norvège et la reine Sonia, le prince Hans-Adam II du Liechtenstein, le grand-duc Jean du Luxembourg et son épouse Joséphine-Charlotte. Les traités de Westphalie (1648) ont mis fin à la guerre de Trente ans. Ils ont consacré le recul de la puissance des Habsbourg dans l'empire germanique et confirmé le rôle prépondérant que jouera désormais la France en Europe. Ils marquent la naissance de l'Europe contemporaine. Sur les vingt États européens conviés, seules la France et la Finlande n'avaient pas délégué leur chef d'État pour les représenter à ce qui n'était - comme l'écrit *Le Monde* - « *pas uniquement une réunion mondaine, mais bel et bien un sommet fortement chargé de symboles politiques* ».

♦ **ESPAGNE** - Début octobre, dans l'hémicycle du Parlement européen de Strasbourg, le roi Juan Carlos s'est fait le brillant avocat de l'élargissement de l'Union européenne, déclarant notamment : « *Ce serait une erreur impardonnable que, parvenus à ce point, les pays de l'Union européenne choisissent de constituer un club de privilégiés qui décideraient d'ignorer l'existence d'autres États européens* ». L'Espagnol Jose-Maria Gil-Robles, actuel président à Strasbourg, a remis au roi la « Grande médaille d'or » du Parlement.

♦ **JORDANIE** - En dépit de son état de santé, le roi Hussein de Jordanie, qui depuis le mois de juillet séjourne aux États-Unis où il subit une chimiothérapie, a joué un rôle actif et déterminant lors des négociations israélo-palestiniennes de Wye Plantation. Agé de 62 ans, le roi, bien qu'absent du royaume, garde la haute main sur les affaires les plus importantes de l'État. Néanmoins, son frère, le prince héritier Hassan ibn Talal, s'est vu confier plusieurs délégations de pouvoir afin d'assurer la continuité de la gestion des affaires courantes.

♦ **GRANDE BRETAGNE** - Le prince Charles effectue une visite de trois jours en Roumanie, début d'une tournée qui le mènera en Slovénie, en Bulgarie et en Macédoine. En particulier il se rendra à Sibiu, l'une des plus vieilles villes de Roumanie qui échappa de peu à la folie destructrice de l'ancien dictateur Ceausescu. Le Prince est intéressé par les projets de restauration de cette ville dans le cadre de la campagne lancée par le Conseil de l'Europe en faveur de la sauvegarde du patrimoine.

Antinomie

Violence et politique

Saccages et pillages survenus lors des manifestations lycéennes ont posé de manière spectaculaire la question de la violence. Peut-on se donner bonne conscience en isolant, pour mieux les dénoncer, quelques-unes de ses manifestations ? Loin d'être un phénomène périphérique, la violence est au coeur de la société libérale, comme de toutes les organisations sociales qui refusent la médiation politique.

Une fois de plus, la mise en scène médiatique de l'événement semble avoir fait l'unanimité : d'un côté, les manifestations paisibles des lycéens, de l'autre les exactions des casseurs. Comme si les casseurs n'étaient pas pour la plupart des lycéens. Comme si tous les manifestants, pacifiques ou violents, n'étaient pas des adolescents, généralement mineurs, sans expérience des manifestations et cédant d'autant plus facilement à l'excitation ou à la panique que le service d'ordre lycéen était quasi inexistant à Paris le 15 octobre.

Mais à entendre Madame le Garde des Sceaux et certains présentateurs de télévision, il était nécessaire que l'ivraie, séparée du bon grain, soit implacablement éliminée. Heureusement, les responsables du maintien de l'ordre sont actuellement des hommes avisés qui savent que les policiers ont affaire à des bandes de gamins et non à des commandos de choc, et qui n'ignorent pas que le rétablissement de l'ordre dans la rue se fait en acceptant quelques désordres secondaires : plutôt des vitrines brisées que des crânes fracassés. A Philippe Massoni, préfet de police de Paris, nous devons des dizaines de manifestations sans drames ni tragédies.

Colères agricoles

De surcroît, les préfets, magistrats et policiers sont en mesure de faire la comparaison entre les pillages commis par des voyous de banlieues, et les dégâts provoqués par les agriculteurs en colère. Préfectures attaquées par des groupes bien « équipés », incendies volontaires, destructions diverses, saccages de gares et de matériel ferroviaire comme dans l'Ouest il y a quelques mois : alors que les meneurs agissent à visage découvert, alors que le coût de ces manifestations se chiffre par millions ou dizaines de millions, la main de la justice, quand elle passe, est très légère et le regard des médias fort bienveillant. La colère paysanne est une tradition « bien française » alors que les exactions de bandes issues du prolétariat suburbain représentent une intolérable subversion...

N'oublions pas, enfin, que certains bien-pensants de la grande presse ânonnaient dans leur prime jeunesse les formules marxistes sur « *la violence accoucheuse de l'histoire* » et récitaient le célèbre poème d'Aragon : *Descendez les flics, camarades...* Ô Serge July, souviens-toi de tes vingt ans, quand tu cultivais la violence ouvrière...

Ces remarques ne sont pas faites pour excuser les comportements violents. Elles ne procèdent pas non plus d'une esthétique de la violence qui, sous ses masques de droite ou de gauche, procède toujours d'un fascisme avéré. Elles sont seulement destinées à mettre en garde contre une représentation médiatique de la violence sociale et politique qui est à la fois hypocrite et fallacieuse.

Hypocrisies

Il était tout de même étrange de voir, le mardi 20 octobre au journal de 20 heures, Patrick Poivre d'Arvor commenter d'un air réprobateur et légèrement dégoûté des images montrant de jeunes casseurs menottés, allongés par terre la face contre le bitume, alors que le célèbre présentateur est sous le coup d'une condamnation pénale et que le propriétaire de TF1 a été mis en examen. Mais nul n'ignore que la petite délinquance visible fait oublier la grande délinquance qui s'abrite derrière les vitres fumées de belles limousines.

L'hypocrisie des bien-pensants de la première chaîne n'est qu'un des aspects du malaise suscité par le commentaire médiatique sur le mouvement lycéen : on a présenté les manifestations d'octobre comme des événements festifs, pas très éloignées du rassemblement sportif (l'esprit « Coupe du monde » a été brièvement évoqué), à haute valeur pédagogique (la manif comme « apprentissage de la démocratie », selon l'analyse déjà faite lors du mouvement de 1986) et on a opposé à longueur d'émission la fraîche spontanéité des lycéens et les sombres manoeuvres de récupération politique. Comme on établissait par ailleurs une opposition totale entre les lycéens paisibles et les casseurs, la violence était deux fois mise à l'écart : dans la rue, mais aussi dans la forme de la protestation. Ce qui permettait d'éviter de s'interroger sur la violence sociale exprimée par de jeunes banlieusards, et sur la violence politique qui résulte de la partie de bras de fer entre le ministre de l'Éducation nationale et certains syndicats d'enseignants.

Cette manière de présenter les événements est tout à fait caractéristique de la « gestion » néo-libérale de la violence.

A l'affrontement classique entre le Pouvoir et les citoyens qui revendiquent ou se révoltent, l'un affirmant sa sage conduite des affaires face aux « trublions », les autres dénonçant l'immobilisme et réclamant la justice et (ou) la liberté, succède un discours manipulateur (1) qui consiste à dire que l'on est pour « le mouvement dans l'ordre » (Lionel Jospin) et à clamer, comme l'a fait Claude Allègre, que les lycéens ont raison afin d'affirmer que le « plan d'urgence » présenté le 21 octobre devant les parlementaires est une victoire des lycéens, de la réforme et du ministre lui-même.

Tout le monde étant supposé être d'accord sur les enjeux de la réforme, son contenu, ses artisans et ses résultats, la violence est a priori exclue du processus réformateur et les débordements ne peuvent être commis que par des voyous professionnels et des marginaux pathologiques qu'il faut traiter comme tels. On notera à ce propos que les soviétiques utilisaient le mot anglais de « *hooligan* » (voyou) pour dénoncer les petits délinquants qui se mettaient hors la loi pénale et la norme sociale.

Ce côté « sympa » d'un ministre qui est avec les manifestants et qui travaille pour eux s'inscrit dans le discours consensuel qui s'est généralisé depuis une quinzaine d'années : nous sommes tous dans la même barque, sans beaucoup de marges de manoeuvres et chacun fait ce qu'il peut, au poste de responsabilité qui lui a été assigné (ministre ou balayeur en CDD) dans « l'équipe de France ».

Ce consensus généralisé renvoie chacun à sa propre responsabilité et tend à déplacer les flux violents, de l'espace public consensuel vers le domaine privé, local (le « quartier à problèmes »), familial (les enfants battus), ou interindividuel (les « incivilités »).

Logiques violentes

Dans le discours dominant, tout ce qui est violent est considéré comme un accident qui affecte l'essentiel sans le remettre en cause, comme une maladie survenue dans un corps sain, comme le dysfonctionnement d'un système efficace. D'où les remèdes qui sont proposés : meilleure gestion des tâches (la déconcentration selon Claude Allègre), élimination des foyers d'infection sociaux (par la répression policière), remplacement des éléments défaillants (traitement des salariés comme des déchets) ou suppression de l'excédent (le « dégraissage » du mammouth).

Contre cette conception à la fois rassurante et totalement matérialiste (2), il importe de réaffirmer que le système économique ultra-libéral fonctionne grâce à l'exclusion, que les marchés financiers contiennent la panique (3), que le consensus masque des rivalités haineuses et, plus généralement, que la violence est au coeur de la société ultra-libérale comme de la société collectiviste. Par voie de conséquence, la répression violente de la violence est indispensable au fonctionnement de ces deux types d'organisation sociale : sans le Goulag, le système économique stalinien n'est pas possible ; sans la pratique de l'emprisonnement de masse, les villes américaines seraient aujourd'hui ravagées par les guerres sociales (4).

Nature de la violence

Ce bref constat ne saurait nous faire oublier que les logiques violentes menacent à chaque instant, et « depuis le commencement le monde », toutes les sociétés humaines. La place nous manque pour étayer cette affirmation, souvent développée dans *Royaliste* et vivement débattue lorsque René Girard publia ses principaux ouvrages (5). Retenons simplement que la violence ne cesse de circuler entre les hommes, entre les groupes, entre les nations mais que, comme sur un réseau routier, l'intensité varie selon les périodes historiques. Par exemple, la guerre froide opposait deux empires qui se menaçaient mutuellement de destruction totale, alors que la violence militaire s'est aujourd'hui localisée (le Kosovo, le Libéria...). De même, en France, la violence des affrontements politiques s'est estompée, alors que la violence des relations sociales atteint un point culminant.

Faut-il se résigner à ces déplacements de la violence, en déplorant tantôt la « barbarie » de certains peuples, tantôt l'incivisme des groupes délinquants ? Au contraire ! L'enjeu de la politique, c'est de faire reculer la violence, de la détourner, de la maintenir hors des frontières de la collectivité. Telle doit être la conséquence bénéfique des « luttes-concours » qui peuvent aboutir à des compromis positifs sur le terrain social, dès lors que ces luttes sont arbitrées selon le principe de justice. Telle est la fonction de la représentation politique, qui ritualise et « verbalise » les affrontements politiques à l'intérieur d'un système symbolique. Telle est la mission des forces armées, et tout particulièrement de la dissuasion nucléaire, lorsque l'existence de la nation et de ses citoyens est menacée.

Comme la violence est toujours menaçante, les médiations politiques et la protection qu'offre le pouvoir politique (le chef de l'État est chef des Armées) doivent être permanentes et fortes - donc solidement instituées et clairement assumées.

B. LA RICHARDAIS

(1) *cf.* Philippe Breton, **La Parole manipulée**, La Découverte, 1997, prix franco : 120 F.

(2) Il ne suffit pas de proclamer la nécessité de remettre l'élève au coeur du système éducatif pour recevoir son brevet d'humanisme : « l'homme est le capital le plus précieux », disait Staline.

(3) *cf.* Jean-Pierre Dupuy, **La Panique**, Collection Les Empêcheurs de penser en rond, 1991, prix franco : 100 F.

(4) *cf.* Daniel Burton-Rose, **Le Goulag américain, le travail forcé aux États-Unis**, L'Esprit frappeur, 1998, prix franco : 15 F.

(5) *cf.* Colloque de Cerisy, **Violence et vérité, autour de René Girard**, sous la direction de Paul Dumouchel, Grasset, 1985, prix franco : 250 F.

Revue

1900

La dénonciation de l'intellectualisme, qui sème l'émoi toutes les trois saisons, est une attitude qui plonge loin dans l'histoire puisqu'elle est déjà banale dans le monde chrétien médiéval.

Plus original est l'anti-intellectualisme des intellectuels, auquel la revue *Mil neuf cent* (1) consacre un fort intéressant numéro, introduit par un article de Daniel Lindenberg, dont nos lecteurs savent qu'il est bon historien des idées contemporaines. Tous les articles sont dignes d'intérêt mais, s'il fallait n'en lire qu'un seul, je conseillerai le débat entre Jean Bastaire et Alain Finkielkraut sur « *Péguy et le parti intellectuel* ».

A partir de la critique connue des « intellocrates » des années dix-neuf cent, qui voulaient se servir de leur position dominante pour contraindre les esprits, deux familiers du directeur des *Cahiers de la Quinzaine* engagent, sous la houlette de Jacques Julliard, une discussion au cours de laquelle sont évoqués les thèmes de la laïcité, de l'incarnation, de la modernité (conçue comme évaluation et mise à bas prix des valeurs), du journalisme, de l'engagement. Au coeur de ce débat, une belle réflexion à trois sur le thème pascalien de la distinction des ordres.

Discrète, la revue *Mil neuf cent*, à laquelle collaboraient nos regrettés amis Pierre Andreu et Léo Hamon, est indispensable pour comprendre et approfondir l'histoire intellectuelle de notre siècle.

Maria DA SILVA

(1) *Mil neuf cent*, Revue d'histoire intellectuelle, no 15, **Les anti-intellectualismes**, prix franco : 110 F.

Asie

La faiblesse des dragons

Il y a dix ans de cela, les tenants de la mondialisation économique nous expliquaient que le pôle de développement du prochain siècle serait constitué par le pourtour de l'Océan Pacifique et que là allait se jouer le sort économique du monde.

Le développement de nombre d'États de la zone durant les années soixante et soixante-dix semblait confirmer ce discours. Le Japon n'en finissait pas de tailler des croupières au pauvre « vieux Monde » et les succès enregistrés par d'autres pays émergents, tels la Corée-du-Sud, Singapour, l'Indonésie et la Malaisie, venaient encore un peu plus miner le moral des économistes et des industriels occidentaux. Tous ces gens produisaient mieux et moins cher que nous. Ils étaient plus souples, consentaient de gros sacrifices pour le développement de leur cher pays et ravalaient le salarié européen au rang de profiteur et, tout considéré, d'incapable. Le réveil de la Chine sous la houlette de Deng Xiaoping apportait encore crédit à cette vision du devenir économique de l'humanité. Beaucoup d'analystes libéraux nous serinaient qu'il fallait absolument profiter de l'aubaine et investir dans ces marchés sans trop se demander si les avertissements et la prudence de quelques-uns méritaient mieux que leur solide mépris.

Les économies asiatiques se sont montrées, depuis lors, bien moins solides qu'il n'y paraissait. Dans cette zone on a confondu, durant toutes les années quatre-vingt, vitesse et précipitation. L'idéologie dominante était celle du tout, tout de suite, à tel point qu'en 1995, 70 % des étudiants chinois estimaient qu'il fallait profiter de l'instant et ne pas se préoccuper de l'avenir. Les événements leur donnaient alors raison puisque les taux de croissance de ces pays restaient élevés. Très peu d'économistes se sont alors demandé si les structures, souvent construites de manière précipitée, étaient susceptibles de supporter un développement aussi rapide. Certains pourtant commencèrent, dès le début des années quatre-vingt-dix, à s'interroger sur la pérennité du système. En effet, pour financer la croissance des économies industrielles, les établissements bancaires de toute la zone ont pratiqué des opérations et des montages particulièrement fragiles, comptant encore et toujours sur la croissance pour s'en sortir. L'argent abondait alors et trop peu de banquiers asiatiques se sont demandé s'ils pourraient un jour rembourser : les États, toujours bien utiles, garantissaient les opérations. Les instituts de conjoncture voyaient grossir à vue d'oeil un endettement colossal, et certains d'entre-eux tirèrent alors la sonnette d'alarme.

En 1997, un mouvement de panique boursier fit redescendre tout le monde sur terre. Le rêve venait de s'achever. Depuis un an, des établissements bancaires de grosseur toujours plus importante ont fait faillite. Le Japon, énorme investisseur dans la région, a été le premier touché et, un an plus tard, on voit tout juste poindre des solutions à la déroute, et il y a gros à parier qu'elles seront insuffisantes. La Chine relativement épargnée en 1997, connaît à son tour de nombreux problèmes avec la faillite d'un des principaux acteurs du développement régional à Canton.

La crise sévit en Extrême Orient, elle est profonde et est bien loin de se limiter à la seule finance. Enfin les observateurs commencent à s'intéresser véritablement à la zone en utilisant les travaux de chercheurs sérieux. Parmi les meilleurs se trouve Jean-Luc Domenach, auteur d'un indispensable livre sur le sujet « *L'Asie en Danger* ». Au lieu de survoler la question comme la plupart des pseudo-spécialistes, il est allé, lui, au fond des choses, s'est intéressé aux racines mêmes des civilisations et des développements économique et politique des États de la région. Tout est passé en revue dans le détail et les conclusions de sa réflexion font peur. Les lignes de fracture et les éléments de déséquilibre sont nombreux, anciens et profonds. Le simple angle de vision de la rivalité Chine-Japon révèle à quel point les données historiques et politiques rendent difficile, voire difficilement crédible, la mise sur pied de structures régionales susceptibles de désamorcer crises et conflits. Faute de ces structures, c'est aujourd'hui le sinistre FMI qui a joué les premiers rôles dans la crise, avec les effets que l'on connaît pour les populations. L'acceptation par ces dernières des sacrifices, tant au plan des libertés qu'à celui de la discipline infligée, avait pour corollaire la hausse de leur niveau de vie. Cet équilibre est aujourd'hui en voie de rupture. C'est la deuxième phase de la crise qui commence.

Pascal BEAUCHER

Jean-Luc Domenach - « **L'Asie en danger** » - Fayard - prix franco : 135 F.

Idées

Religion et démocratie

par Gérard Leclerc

Depuis son mémorable « *désenchantement du monde* », Marcel Gauchet poursuit sa réflexion sur la logique du développement de la démocratie, dans une ligne résolument tocquevillienne. Son dernier essai enregistre les ultimes données de ce développement avec une cohérence tout à fait remarquable. S'il fallait en résumer l'argument d'une formule, on pourrait risquer ceci : la modernité se définissant par l'affranchissement des individus, c'est-à-dire le progrès de leur autonomie, la France est forcément passée de son modèle républicain initial à une démocratie qui peine à représenter les diversités individuelles de plus en plus marquées, et donc à les arbitrer. Ce qui peut être l'objet d'un constat - et n'est-ce pas ainsi définir au plus près la difficulté actuelle du pouvoir ? - est plus encore l'objet d'une démonstration qui rend compte de l'ontogenèse du phénomène actuellement observé.

Ce n'est pas parce qu'on peut résumer clairement la thématique centrale d'une démonstration que celle-ci échappe à la complexité de l'histoire. Marcel Gauchet fait intervenir des facteurs très différents qui réclament tous une finesse d'observation singulière et des dons d'intuition et de synthèse particulièrement aigus. Lorsqu'à l'évolution institutionnelle se superposent les strates de l'histoire culturelle (philosophie, religion, pensée politique, moeurs, etc.), le rôle de celui qui conduit la réflexion est de trouver le fil conducteur. Celui qui rend compte d'une cohérence tout en respectant la pluralité des facteurs.

On sait que l'apport propre de Marcel Gauchet à l'intelligence de notre temps tient à une réévaluation du facteur religieux, lui-même complètement réinterprété. Si l'autonomie de l'homme moderne s'explique, selon lui, par « *la sortie de la religion* », c'est que le christianisme en a été l'agent premier en désentravant l'humanité d'un sacré fusionnel. Ce dont il fut le principe, il en est aussi la *victime*, puisque son rôle d'encadrement de la société a été ainsi dénoncé, puis progressivement détruit à travers les différentes phases de réajustement du politique et du religieux. « *Sortir de la religion ne signifie pas sortir de la croyance religieuse, mais sortir d'un monde où la religion est structurante, où elle commande la forme politique des sociétés et où elle définit l'économie du lien social* ».

L'exception française est particulièrement sensible en ce domaine, à cause de la violence de l'affrontement qui s'est produit à la fin du XVIII[e] siècle et prolongé jusqu'à l'aube du XX[e]. La notion de laïcisation, ou celle de sécularisation, ne définissent qu'imparfaitement ce qui est à l'oeuvre dans le changement observé. Car la laïcité dans laquelle la République française se reconnaîtra, est elle-même investie d'une forte charge de religiosité qui s'explique par une sorte de substitution de légitimité. Mais ce caractère « religieux » de la République ne pouvait être que transitoire, n'échappant pas lui-même à la logique de la pleine autonomie du politique. Celle-ci semble pleinement formalisée par John Rawls, lorsque le philosophe américain établit le partage rigoureux entre ce qui concerne le politique et les doctrines « compréhensives », c'est-à-dire celles qui prétendent à une explication globale du monde. Plus brutalement, Marcel Gauchet note : « *Il est devenu incongru ou grotesque de mêler l'idée de Dieu à la norme de la société des hommes, et plus encore de rêver d'on ne sait quelle conjonction entre les nécessités de la terre et l'inspiration du ciel* ».

Mais par cette séparation définitive, la République française est atteinte. Elle a perdu son âme « *avec l'idée de la laïcité qui la flanquait comme sa plus intime compagne* ». Faut-il comprendre que le cher Jean-Pierre Chevènement est quelque peu obsolète dans son langage, lorsqu'il parle, à propos de sa véritable résurrection physique, d'« un miracle républicain ». C'est bien possible parce que la République dont il se réclame n'est pas indemne de cette sacralité qu'elle avait récupéré de son affrontement avec le religieux. Mais nous n'en sommes plus là, et avec la rigoureuse autonomie du politique qui s'est produit, le religieux est en passe de retrouver une légitimité d'expression qui ne saurait lui-être contestée dans la sphère qui lui est propre. Selon Marcel Gauchet, l'État moderne peut d'autant plus consulter les autorités religieuses qu'il est établi désormais que celles-ci n'ont pas barre sur lui.

Mais cette séparation d'avec le religieux s'accompagne d'une séparation d'avec la société civile, qui n'admet plus d'être confondue avec la République. Le libéralisme investit la cité, en poursuivant la fragilisation d'un État qui ne saurait se réclamer d'aucun sacré : « *Rien ne pourra restituer leur ancienne énergie spirituelle au sacerdoce du citoyen, à la majesté morale de l'État, aux sacrifices sur l'autel de la chose publique. Ces instruments culturels ont irrémédiablement perdu leur fonction. Plus n'est besoin de dresser la cité de l'homme à la face du ciel* ».

Le libéralisme triomphal correspondrait-il donc au stade suprême de la démocratie qui n'admettrait plus ainsi que les revendications individuelles ? Marcel Gauchet semble donner du poids à cette idée, en investissant la notion de marché d'un sens qui surdétermine sa définition purement économique : « *Comment se représenter la forme des relations susceptibles de s'établir entre des agents tous indépendants les uns des autres et tous fondés à poursuivre à leur guise la maximisation de leurs avantages, en l'absence d'une composition impérative au nom de l'intérêt de tous ?* ». Ainsi, la société tout entière répond-elle à cette configuration du marché dont la régulation semble improbable.

Il ne manquerait plus à la défaite de la République que le fractionnement identitaire du corps social. Marcel Gauchet le décrit aussi dans la même évolution inéluctable, avec cette nuance qu'habiter aujourd'hui une identité ne signifie pas le refus d'un « *principe de compossibilité* » où le pouvoir peut trouver une légitimité. Cependant, au terme de son parcours, Marcel Gauchet s'interroge, peut-être un peu inquiet de cette démocratie tellement éclatée qu'elle pourrait renoncer à s'autogouverner. Aussi annonce-t-il une possible réorientation où seraient réhabilitées les « *dimensions de la généralité publique et de l'unité collective répudiées par les aspirations de l'heure* ». C'est marquer beaucoup d'optimisme, à mon sens, surtout quand s'est perdue la claire notion de l'intérêt général, et de cette *res publica*, qui est bien autre chose que l'ajustement problématique des intérêts d'individus qui ont oublié qu'ils étaient des citoyens.

■

Marcel Gauchet - « **La religion dans la Démocratie - Parcours de la laïcité** », *Le Débat*, Gallimard, prix franco : 95 F.

Sephirot

Une cavalcade en clair-obscur

Le roman fantastique est un genre que nos élites littéraires se plaisent à mépriser. Eh bien, laissons-les à leur suffisance et plongeons-nous avec délice dans le dernier ouvrage de Joseph Macé-Scaron, « *Le Cavalier de minuit* ».

Tout commence comme dans un récit d'aventures à la Indiana Jones : un milliardaire excentrique, Karl Bartels-Bauman, charge un jeune courtier en oeuvres d'art, Simon Lagide, de retrouver un mystérieux tableau à la symbolique équivoque. Mais voici que le milliardaire se révèle un adepte des sciences occultes, tout occupé à la fabrication de quelques répugnants homoncules. Quant à Simon Lagide, il est d'origine alexandrine, ce qui le prédispose aux savoirs anciens et cachés. Et bien sûr, le tableau est tout autre chose qu'un tableau : il n'est qu'un jalon, comme le seront bientôt l'icône bogomile et le manuscrit initiatique, vers la quête d'un pouvoir à la fois surhumain et inhumain.

Résumer le roman de Joseph Macé-Scaron est impossible, tant il foisonne en péripéties inquiétantes et en personnages fascinants. D'abord quête où se mêlent kabbale et alchimie, croyances cachées et histoire secrète, rituels étranges et exaltation politique, il se transforme en une folle et sanglante poursuite qui s'achèvera en un combat titanesque. Le récit se déploie autour de deux axes : un axe géographique et un axe temporel, convergeant progressivement vers une apocalypse marquée par la confusion de l'espace et du temps. La géographie nous conduit, au présent, après une introduction londonienne emblématique (Londres est la ville contemporaine par excellence), de Venise à Trieste, de Trieste aux Balkans, des Balkans à la Bavière, de la Bavière à Prague. Le temps, lui, soumis à une circularité magique, est toujours en quelque sorte un temps praguois, le Prague des alchimistes de Rodolphe II et des Juifs de Meyrink, un Prague qui traverse les temps, pour nous rappeler justement que les temps génèrent de bien inquiétantes répétitions.

En dire plus, ce serait éventer le plaisir de la lecture. Soulignons juste que Joseph Macé-Scaron sait recréer une ambiance comme Gustav Meyrink, manier des références étranges comme Umberto Eco, et tenir un suspense comme les maîtres anglais du récit fantastique, Dennis Weathley ou Talbot Mundy.

Patrick PIERRAN

Joseph Macé-Scaron - « **Le Cavalier de Minuit** », Julliard, 355 p., prix franco : 160 F.

Italianissime

Les Vice-rois

En un seul ouvrage, trois - ou quatre - romans d'un vétéran de l'écriture, redevenu tout jeune écrivain parti courir l'aventure de toutes les Italies enfouies dans sa mémoire.

Des essais, des poèmes, des anthologies, beaucoup de traductions, plusieurs romans. A parcourir la liste de ses écrits, Gérard de Cortanze apparaît comme un homme solidement installé dans son métier d'écrivain. Mais dans l'oeuvre en train de se faire, *Les Vice-Rois* occupent une place singulière que l'éditeur à la gentillesse de nous signaler - celle d'un « roman de formation », qui s'écrit d'ordinaire dans la prime jeunesse.

Comme l'auteur se classe par son âge parmi les jeunes vétérans, il eût été plus exact de dire que ce gros volume recèle trois romans. Celui, douloureux et sanglant, de l'Italie naissante ; celui d'une famille de la noblesse piémontaise (les Roero de Cortanze) qui vit et subit les mouvements convulsifs de l'Histoire ; celui de Gérard de Cortanze retrouvant peu à peu sa lignée et la part italienne de sa mémoire.

A ces romans qui s'enchevêtrent, parfois difficilement, chaque lecteur ajoutera sa propre aventure avec l'Italie, toujours sensuelle, qu'il s'agisse de la langue ou du chant, des villes et des peintres, de certaines femmes ou du peuple lui-même.

Ceux qui aiment d'amour l'Italie, ou qui ont envie de l'aimer, n'hésiteront pas à accompagner Gérard de Cortanze dans un long voyage qui commence un matin de 1857 lorsque Ercole Tommaso Roero, marquis de Cortanze, quitte son domaine pour la Sardaigne, dont il sera un temps le vice-roi désigné. La suite (batailles, amours, gloire, exil) constitue un récit toujours attachant, et que les plus italianophiles des lecteurs trouveront envoûtant.

Un chef d'oeuvre ? Franchement non, car il y a beaucoup de défauts dans la manière de décrire la trame historique, mais sans aucun doute l'esquisse d'un chef d'oeuvre qui se fera lorsque Gérard de Cortanze parviendra à sa pleine maturité de romancier. Rien de plus émouvant que cette matière en train de prendre forme sous la main d'un bel et bon artisan.

Sylvie FERNOY

(1) Gérard de Cortanze - « **Les Vice-Rois** » - Actes Sud, 1998 - prix franco : 160 F.

Vient de paraître

Philippe de Montjouvent

Le Comte de Paris et sa descendance

État présent de la Maison de France

Format 16x24 - 480 pages - Prix franco : 180 F

S'engager pour construire

Faute d'organisations syndicales ou citoyennes offensives et parce que le discrédit de la classe politique les privent de perspectives, la plupart des luttes sociales ou civiques restent sans lendemain.

Le royalisme, tel que l'a repensé la N.A.R. est fait pour prendre et assumer les responsabilités politiques, et singulièrement pour donner un sens à toutes ces luttes. La N.A.R. dispose de toutes les intelligences et de toutes les compétences nécessaires pour assumer ce rôle. Loin de tout activisme stérile, il s'agit pour nous de mettre en oeuvre ce que nous avons conçu et de valoriser les acquis des multiples expériences que nous avons menées. Nous voulons donner une forme à l'espérance qui ne nous a jamais quittés et qui ne peut vivre qu'en se transmettant. Construire une organisation politique capable de faire entendre sa voix, de montrer sa force et de peser sur le cours des choses, voilà l'ambition que, depuis deux ans, nous avons commencé à réaliser.

Nicolas LUCAS

♦ C'est pour présenter et discuter de ce projet politique et de l'organisation de la N.A.R. que nous vous convions à une série de réunions qui nous emmène ce mois-ci dans les régions marseillaise, toulousaine et lyonnaise.

Réunions programmées : **Marseille** le 12 novembre (contact : Alain Kinart au 04.91.48.25.33) - **Toulouse** le 23 novembre (contact : Olivier Bruneau au 06.86.80.76.61) - pour organiser celle de **Saint-Etienne/Lyon** contacter Philippe Lauria au 04.77.25.04.56.

AUTOCOLLANTS

Différents modèles d'autocollants sont disponibles (on peut panacher les commandes) :

✓ **Autocollant « *NON aux lois xénophobes* » rond (64 mm) de couleur vive fluo, très visible.**

Vendu par planche de 12.

La planche : 7 F franco, à partir de 3 planches : 4 F franco la planche, à partir de 15 planches : 3 F franco la planche.

✓ **Autocollant rond « *UN ROI, pourquoi pas ?* »** vendu par planche de 12 (même tarif que ci-dessus).

✓ **Autocollant rectangulaire (70 x 37 mm) publicitaire pour *Royaliste,*** vendu par planche de 24 (même tarif que ci-dessus).

Les autocollants sont un moyen très efficace pour faire connaître notre journal et notre mouvement !

COMTE DE PARIS

Sur simple demande de votre part, nous vous enverrons le texte complet de l'entretien (*La France retrouvera sa liberté en se révoltant !*) donné par le comte de Paris au *Figaro* le 4 juillet dernier ainsi que celui de son appel « *Ne renoncez pas à la France* » paru dans le *Figaro* du 21 avril.

Merci de joindre quelques timbres pour couvrir les frais.

Appel

♦ Il y a vingt ans, lors des journées royalistes que nous avions organisées salle des Horticulteurs, un extraordinaire dialogue s'était noué entre Pierre Boutang et Maurice Clavel.

♦ Nous recherchons les personnes qui pourraient détenir un enregistrement de cette confrontation.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 4 novembre** : Historien spécialisé dans l'étude des dynasties et des familles royales, notre ami **Philippe DELORME** a entrepris d'écrire une histoire des Reines de France, présentée par madame la comtesse de Paris, dont le premier tome est consacré à « **Marie de Médicis** ». Nous avons gardé en mémoire une triste image de l'épouse de Henri IV, mais notre invité présentera, preuves à l'appui, le portrait d'une reine forte, courageuse, et douée d'un grand sens politique.

● **Mercredi 11 novembre** : Après avoir provoqué d'immenses dégâts, l'ultra-libéralisme est entré dans une crise qui sera fatale à ce prétendu modèle économique. Il est nécessaire de bien comprendre cette logique de désastre, mais aussi de réfléchir à ses effets sociaux et politiques, avant d'envisager les solutions possibles. **Bertrand RENOUVIN** présentera cette « **analyse d'une catastrophe annoncée** », afin d'amorcer un débat auquel chacun, même peu familier des questions financières, pourra facilement participer.

● **Mercredi 18 novembre** : Directeur scientifique à la Fondation des Sciences politiques et spécialiste des questions asiatiques, **Jean-Luc DOMENACH** a récemment consacré un ouvrage décisif aux pays asiatiques qu'on présentait, il y a peu, comme des modèles d'équilibre moral et de développement efficace. Au-delà des péripéties de la crise financière qui frappe cette zone, notre invité examinera tous les aspects d'une situation qui met « **L'Asie en danger** » : déstabilisation sociale, déséquilibres politiques, confrontation entre la Chine et le Japon.

● **Mercredi 25 novembre** : Nous avons à plusieurs reprises reçu **Marcel GAUCHET**, qui anime avec Pierre Nora la revue *Le Débat*, et qui a consacré plusieurs ouvrages à l'histoire des phénomènes religieux et à l'évolution de la société moderne. Nous l'écouterons à nouveau s'expliquer sur « **La religion dans la démocratie** », thème apparemment rebattu mais que notre invité examinera selon l'hypotèse d'une sortie de la religion : ce n'est pas le « retour du religieux » qui oblige la République à se redéfinir, mais au contraire l'éclipse de la religion. Pourquoi ? Avec quelles conséquences ? C'est ce qui fera l'objet de notre débat.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

.....

désire recevoir, sans engement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Politisons le combat !

Les dirigeants socialistes et leurs « chiens de garde » médiatiques ont donné une vision corporatiste, donc fragmentaire et consensuelle, du mouvement des lycéens : ceux-ci ont exprimé dans les rues de justes revendications, le ministre de l'Éducation nationale a pleinement adhéré à leur démarche, il a pris les mesures nécessaires et les gentils partenaires ont repris le cours de leurs travaux ordinaires.

Ce roman édifiant est aussi véridique qu'un article de *La Pravda* des années soixante. Tout est biaisé, fabriqué, perverti, dans cette représentation de la « réalité ». Le gouvernement dispose du temps et de la force, il peut utiliser l'intimidation (en se servant de la violence de quelques voyous ou de jeunes désespérés), la séduction et la ruse, d'autant plus facilement qu'il bénéficie de puissants relais qui lui permettent de toucher l'opinion et de neutraliser la contestation.

Quelle touchante unanimité pour annoncer l'échec des manifestations du 20 octobre ! Même les lycéens interrogés entérinaient le commentaire médiatique lors de séances de micro-trottoir qui contribuent à l'efficacité des prophéties autoréalisatrices... Et que de gentillesse dans les commentaires sur le « plan d'urgence » présenté par Claude Allègre ! Les lycéens ont obtenu ce qu'ils avaient déjà (la liberté d'expression) mais pas les professeurs supplémentaires qu'ils demandaient, ni les crédits indispensables (l'État ne versera pas d'argent directement) et les manifestants d'octobre s'apercevront très vite, si ce n'est déjà fait, que le ministre de l'Éducation nationale a cherché à les utiliser contre le corps enseignant. Ceci pour amorcer une réforme qui, sous couvert de placer les lycéens au coeur du système éducatif, vise à détruire le lycée et à briser au préalable la résistance syndicale.

L'intention paraît trop machiavélique pour être vraie. Il suffit de lire la presse gouvernementale (notamment *Le Nouvel observateur*) pour constater le début du processus de mise en condition de l'opinion publique. Et il faut se souvenir que le gouvernement a utilisé les mêmes procédés (annonces lénifiantes et généreuses) pour faire

accepter les « réformes » qui ont abouti à la ruine du service public (privatisé sous couvert du service universel), du droit du travail (les 35 heures, qui devaient libérer les travailleurs et créer des emplois) et qui nient maintenant (par la création de fonds de pension) le principe de la solidarité nationale.

Conclusions ? Un pouvoir politique triomphe facilement de mouvements qui demeurent sur le terrain a-politique, et qui se cantonnent dans l'unanimité fallacieuse des revendications corporatives. Un gouvernement triomphe facilement des contestations et des révoltes sociales, dès lors que celles-ci ne s'expriment que dans l'effervescence sympathique et momentanée des « coordinations » et des comités de base, tandis que les syndicats sont paralysés et divisés.

D'où la nécessité de s'engager dans les organisations politiques et syndicales. Pour beaucoup, cette affirmation paraît encore inconvenante en raison de l'image caricaturale qui a été donnée de la politique par des militants caporalisés et fanatisés, puis par une poignée (ce sont parfois les mêmes) de politiciens cyniques et corrompus. Doit-on arracher les pieds de vigne parce qu'il y a des alcooliques ? Doit-on laisser les alcooliques repentis saccager les vignobles ? La politique est sale et dangereuse quand on l'abandonne aux hallucinés et aux voyous. Elle retrouve son sens et sa dignité lorsque les citoyens décident d'en faire leur constant souci et retrouvent le goût des valeurs (elles ne sont pas perdues !) la signification des enjeux collectifs, la mémoire vivante et la culture vécue, la force de résister aux pulsions violentes et la solidarité militante.

S'engager en politique, c'est la seule manière de préparer concrètement un avenir aujourd'hui sacrifié par des gestionnaires et des profiteurs à la petite semaine. Politiser les luttes locales et sociales, c'est la seule manière de résister aux groupes qui sont en train de détruire la collectivité nationale et la relation sociale au nom de la concurrence de tous contre tous. Que chacun choisisse ou retrouve sa tradition - gaulliste, socialiste, communiste - en revivifiant les partis traditionnels ou en utilisant les multiples possibilités de réflexion et d'action que nous offrons pour notre part à ceux qui sont pleinement, presque, pas encore ou pas du tout royalistes.

Politisons le combat. Et nous aurons la victoire.

Bertrand RENOUVIN